

**Assemblée générale**

Distr.: Limitée  
10 avril 2002

Français  
Original: Anglais

**Comité des utilisations pacifiques  
de l'espace extra-atmosphérique**  
Sous-Comité juridique  
Quarante et unième session  
Vienne, 2-12 avril 2002

**Projet de rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux  
de sa quarante et unième session, tenue à Vienne du 2 au  
12 avril 2002**

**Additif**

**IV. Information concernant les activités des organisations  
internationales dans le domaine du droit spatial**

1. À la 662<sup>e</sup> séance, le 5 avril, le Président a fait une déclaration liminaire concernant le point 5 de l'ordre du jour et a attiré l'attention du Sous-Comité juridique sur le fait que ce point était inscrit à l'ordre du jour en tant que point ordinaire, conformément à ce qui avait été convenu à la quarantième session du Sous-Comité juridique puis approuvé à la quarante-quatrième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

2. Le Sous-Comité juridique a noté avec satisfaction qu'un certain nombre d'organisations internationales avaient été invitées par le Secrétariat à présenter au Sous-Comité leurs activités dans le domaine du droit spatial et il a été convenu qu'une invitation similaire devrait être envoyée par le Secrétariat pour la quarante-deuxième session du Sous-Comité en 2003.

3. Le Sous-Comité juridique était saisi d'un document (A/AC.105/C.2/L.231) et de deux documents de séance (A/AC.105/C.2/2002/CRP.5 et A/AC.105/C.2/2002/CRP.9), dans lesquels il était rendu compte des activités des organisations internationales ci-après dans le domaine du droit spatial: Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Centre européen de droit spatial (ECSL) de l'Agence spatiale européenne (ESA), Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT), Agence spatiale européenne (ESA), Institut international de droit



spatial (IIDS) de la Fédération internationale d'astronautique (FIA) et Association de droit international.

4. Les observateurs des organisations internationales ci-après ont fait rapport au Sous-Comité sur leurs activités dans le domaine du droit spatial: UNESCO, OACI, UIT, ECSL de l'ESA, EUMETSAT, FIA, IISL de la FIA et Université internationale de l'espace (ISU). Le Sous-Comité a également été informé des activités du Centre international de droit spatial.

5. Le Sous-Comité juridique a été informé des préparatifs de la quatrième Conférence de l'espace pour les Amériques, qui doit se tenir à Cartagena de Indias (Colombie) du 14 au 17 mai 2002. Il a notamment été informé de la déclaration finale de la réunion préparatoire à la Conférence, qui s'est tenue à Santiago (Chili) du 2 au 5 avril 2002.

6. Le Sous-Comité juridique a aussi été saisi d'un document de séance présenté par la Belgique, l'Espagne, la Grèce et le Maroc, intitulé "Groupe d'experts des règles d'éthique relatives aux activités spatiales" (A/AC.105/C.2/2002/CRP.8).

7. Selon une opinion, les organisations intergouvernementales à vocation spatiale et leurs États membres devraient envisager les mesures que l'on pourrait prendre pour intégrer les activités de ces organisations dans les dispositifs prévus par l'Accord de 1968 sur le sauvetage, la Convention de 1972 sur la responsabilité et la Convention de 1975 sur l'immatriculation.

8. Une délégation a dit que l'UIT avait énormément contribué au développement du droit international régissant les activités spatiales a) grâce aux règles pertinentes incluses dans sa Constitution et dans le Règlement des télécommunications figurant en annexe, qui constituaient un apport important en la matière; b) en gérant l'accès aux fréquences et aux positions orbitales qui leur sont associées et leur utilisation, ce qui recouvrait divers aspects juridiques et éthiques; et c) en définissant des obligations de "diligence raisonnable" pour assurer la notification effective des systèmes satellitaires qui a beaucoup contribué à réduire le problème des "satellites papier". Cette délégation a aussi estimé qu'il faudrait demander au Secrétaire général de l'UIT de resserrer les liens entre son Organisation et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

9. Des délégations ont accueilli avec satisfaction et appuyé les travaux de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) de l'UNESCO dont il a été rendu compte à la session du Sous-Comité juridique.

10. Une délégation a dit que de nombreuses questions d'éthique et de politique spatiale devaient être examinées, par exemple, le risque de pollution, l'exploration de l'espace lointain et le caractère de plus en plus commercial des activités spatiales. À son avis, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique était l'organe compétent au sein du système des Nations Unies pour débattre des problèmes d'éthique concernant les projets spatiaux et leurs applications au profit de l'humanité.

11. Le Sous-Comité juridique a noté qu'à sa quarante-quatrième session, en 2001, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique avait convenu d'inviter les États Membres intéressés à désigner des experts chargés de déterminer les aspects du rapport de la COMEST que le Comité devrait peut-être examiner et

de rédiger, en consultation avec d'autres organisations internationales et en étroite liaison avec la COMEST, un rapport destiné à être présenté au Sous-Comité juridique, à sa quarante-deuxième session, en 2003, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Informations concernant les activités des organisations internationales dans le domaine du droit spatial".

12. Le Sous-Comité juridique a été informé que le représentant de la Belgique ferait office de coordonnateur pour le groupe d'experts des règles d'éthique relatives à l'espace extra-atmosphérique afin d'ajuster les recommandations proposées par la COMEST aux règles du droit spatial existant déjà et d'élaborer un plan d'action concernant l'élaboration du rapport du groupe d'experts qui sera présenté au Sous-Comité à sa quarante-deuxième session en 2003.

13. Le Sous-Comité juridique est convenu qu'il faudrait prier le Secrétariat d'inviter à nouveau les États Membres à envisager de désigner des experts conformément à l'accord susmentionné avant la tenue de la quarante-cinquième session du Comité, en juin 2002.

14. Certaines délégations ont salué et appuyé l'analyse de l'ESA sur les aspects juridiques des débris spatiaux qui a été présentée au cours de la session du Sous-Comité juridique et dans un document de séance (A/AC.105/C.2/2002/CRP.5).

15. Tout en estimant qu'il convenait de soutenir pleinement les travaux actuellement menés par le Sous-Comité scientifique et technique et le Comité de coordination interinstitutions sur les débris spatiaux (IADC), des délégations ont dit qu'il serait aussi extrêmement souhaitable d'élaborer et d'adopter dans les meilleurs délais une déclaration de principes relatifs à la prévention des débris spatiaux. Suivant l'exemple des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace, adoptée dans sa résolution 47/68 du 14 décembre 1992 par l'Assemblée générale, ce texte pourrait proclamer et ériger en principe l'obligation de limiter la production de débris spatiaux. Les règles approuvées par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sur la base des propositions de l'IADC pourraient aussi être incorporées dans ce texte.

16. Une délégation a dit que l'étude des aspects scientifiques et techniques des débris spatiaux demandait encore à être approfondie. Elle a déclaré en outre que pour l'élaboration de principes applicables aux débris spatiaux, il faudrait tenir compte d'un grand nombre d'aspects des traités des Nations Unies relatifs à l'espace ainsi que des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace; par conséquent, elle serait disposée à envisager l'élaboration de tels principes dans le cadre d'une convention universelle globale sur le droit de l'espace.

17. Le texte intégral des déclarations faites par les délégations au cours de l'examen du point 5 de l'ordre du jour figure dans les transcriptions *in extenso* non revues par les services d'édition (COPUOS/Legal/T.662-[...]).

**V. Questions relatives: a) à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique; et b) aux caractéristiques et à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, notamment l'étude des moyens de l'utiliser de façon rationnelle et équitable sans porter atteinte au rôle de l'Union internationale des télécommunications**

18. Le Sous-Comité a rappelé que l'Assemblée générale, dans sa résolution 56/51, avait approuvé la recommandation du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique tendant à ce que le Sous-Comité juridique, à sa quarante et unième session, tenant compte des préoccupations de tous les pays, en particulier de celles des pays en développement, examine des questions portant sur la définition et la délimitation de l'espace extra-atmosphérique et sur les caractéristiques et l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, notamment les moyens permettant de l'utiliser de façon rationnelle et équitable, sans porter atteinte au rôle de l'Union internationale des télécommunications (UIT).

19. Le Sous-Comité juridique était saisi des documents ci-après:

a) Note du Secrétariat intitulée "Questionnaire relatif aux problèmes juridiques pouvant se poser à propos des objets aérospatiaux: réponses des États Membres" (A/AC.105/635 et Add.1 à 6);

b) Rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa quarantième session (A/AC.105/763 et Corr.1);

c) Rapport du Secrétariat intitulé "Brève rétrospective de l'examen de la question de la définition et de la délimitation de l'espace extra-atmosphérique" (A/AC.105/769 et Corr.1);

d) Rapport du Sous-Comité scientifique et technique sur sa trente-neuvième session (A/AC.105/786);

e) Note du Secrétariat intitulée "Analyse d'ensemble des réponses au questionnaire relatif aux problèmes juridiques pouvant se poser à propos des objets aérospatiaux" (A/AC.105/C.2/L.204).

20. Certaines délégations ont été d'avis qu'il était nécessaire de définir clairement l'espace extra-atmosphérique, commun à tous les États, pour le différencier de l'espace aérien qui relevait de la souveraineté des différents États. Certaines délégations ont estimé que l'évolution récente des techniques et les questions juridiques qui commençaient à se poser avaient obligé le Sous-Comité juridique à examiner la question de la définition et de la délimitation de l'espace extra-atmosphérique.

21. L'opinion a été exprimée que l'absence de définition et de délimitation de l'espace extra-atmosphérique entraînerait une incertitude juridique dans le domaine du droit spatial et du droit aérien qu'il convenait de lever afin de réduire les risques de différends entre les États.

22. Selon une autre opinion, en ce qui concerne la définition et la délimitation de l'espace extra-atmosphérique, il faudrait dûment s'efforcer d'établir un équilibre

délicat entre le principe de la souveraineté de chaque État sur son espace aérien et le principe de la liberté d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

23. Il a été dit qu'il était nécessaire de définir et de délimiter l'espace extra-atmosphérique pour assurer une bonne compréhension des principes juridiques intervenant dans la définition des véhicules spatiaux et dans l'élaboration de nouvelles règles régissant la responsabilité du fait des systèmes aérospatiaux.

24. De l'avis d'une délégation, il n'était pas nécessaire de définir et de délimiter l'espace extra-atmosphérique puisque l'absence de toute définition n'avait pas posé de problèmes juridiques ou pratiques. Les divers régimes juridiques applicables à l'espace aérien et à l'espace extra-atmosphérique donnaient satisfaction dans leurs sphères respectives et l'absence de définition et de délimitation de l'espace extra-atmosphérique n'avait pas empêché le développement des activités spatiales ou aérospatiales. Cette délégation a estimé que le fait de définir et de délimiter l'espace extra-atmosphérique pour répondre à des préoccupations purement théoriques et non pour des raisons pratiques, risquait d'entraîner l'établissement d'un cadre rigide peu adapté aux nouvelles questions et à l'évolution de la technologie et qu'il serait prudent de continuer à opérer dans le cadre actuel jusqu'à ce que l'apparition de problèmes pratiques ou juridiques rende nécessaire cette définition et cette délimitation.

25. De l'avis d'une délégation, du fait de l'absence de définition précise de l'expression "espace extra-atmosphérique" on ne savait pas exactement quelles activités de lancement étaient régies par la loi australienne sur les activités spatiales. Cette délégation a informé le Sous-Comité que le Parlement australien examinait actuellement un projet de loi qui fixait à 100 kilomètres au dessus du niveau moyen de la mer l'altitude à partir de laquelle la loi sur les activités spatiales serait applicable en ce qui concerne le lancement et le retour d'objets spatiaux. Elle a souligné que ces modifications ne constituaient pas une définition de l'espace extra-atmosphérique mais que cette altitude limite de 100 km était nécessaire pour donner effet à la loi et déterminer quelles activités relevaient de celle-ci.

26. On a estimé que, dans le cas du droit de la mer, des difficultés avaient été créées par le fait que des États avaient unilatéralement défini des limites différentes pour leurs eaux territoriales. Des difficultés similaires pourraient surgir en ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique si les États décidaient de fixer la limite supérieure de leur espace aérien à des altitudes différentes.

27. Il a été dit que si le questionnaire sur les objets aérospatiaux pouvait servir de base pour s'acheminer vers un consensus sur la question de la délimitation et de la définition de l'espace extra-atmosphérique, il n'était pas certain que l'on veuille continuer d'examiner cette question sur la base de ce questionnaire.

28. Le Sous-Comité juridique s'est dit satisfait de l'accord trouvé à sa trente-neuvième session sur la question des caractéristiques et de l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires. Certaines délégations ont estimé que cet accord était une base importante pour promouvoir la coopération internationale afin de garantir l'application du principe d'équité et l'accès de tous les États à cette orbite.

29. Tout en prenant note des travaux effectués par l'UIT au sujet des aspects scientifiques et techniques de la question de l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, on a exprimé l'opinion que le Comité des utilisations pacifiques de

l'espace extra-atmosphérique et son Sous-Comité juridique restaient les organes compétents pour examiner les aspects juridiques et politiques de cette question.

30. Selon une autre opinion, il convenait certes de noter que le Sous-Comité juridique demeurait l'organe compétent en ce qui concerne l'orbite des satellites géostationnaires et devait continuer de régler les questions qui pourraient se poser à ce sujet, mais que la Constitution et Convention de l'UIT et son Règlement des radiocommunications<sup>1</sup>, ainsi que les procédures actuellement en vigueur en vertu de ces textes en matière de coopération entre pays et groupes de pays pour ce qui est de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites, prenaient pleinement en compte les intérêts des États en ce qui concerne l'utilisation de cette orbite et du spectre des radiofréquences.

31. Certaines délégations ont affirmé que, l'orbite géostationnaire étant une ressource naturelle limitée possédant des caractéristiques uniques, il fallait garantir à tous les États un accès équitable à celle-ci, en tenant compte en particulier des besoins des pays en développement. Quelques-unes de ces délégations ont été d'avis qu'un tel régime devait tenir compte des besoins et des intérêts des pays en développement, ainsi que de la situation géographique de certains pays.

32. Certaines délégations ont été d'avis que l'orbite des satellites géostationnaires faisant partie intégrante de l'espace extra-atmosphérique, elle était régie par les dispositions du Traité sur l'espace extra-atmosphérique.

33. On a considéré que la séparation du point 6 de l'ordre du jour entre un point 6 a) et un point 6 b) était pratique d'un point de vue thématique et qu'elle appelait également l'attention sur l'importance permanente de chacune des deux questions examinées à ce titre du point de l'ordre du jour.

34. Comme mentionné ci-dessus au paragraphe [...], à sa 656<sup>e</sup> séance, le 2 avril, le Sous-Comité juridique a rétabli son Groupe de travail sur le point 6 a) de l'ordre du jour, sous la présidence de M. Manuel Alvarez (Pérou). Conformément à l'accord intervenu à la trente-neuvième session du Sous-Comité et approuvé par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique à sa quarante-troisième session, le Groupe de travail s'est réuni pour examiner uniquement les questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique.

35. Le Groupe de travail sur le point 6 a) de l'ordre du jour a tenu [...] séances. À sa [...] séance, le [...] avril, le Sous-Comité juridique a approuvé le rapport du Groupe de travail, qui figure à l'annexe [...] du présent rapport.

36. Les déclarations faites par les délégations pendant le débat sur le point 6 de l'ordre du jour sont consignées dans les transcriptions *in extenso* non revues par les services d'édition (COPUOS/Legal/T.663-[...] et [...]).

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1825, n° 31251.